



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale  
des territoires

Service Environnement  
Eau – Préservation des Ressources  
Cellule procédures environnementales

AP n° 2013-MD-142-IC  
CJ

**ARRETE PREFECTORAL de mise en demeure  
pris à l'encontre de la société ACOLYANCE  
dont le siège social et l'établissement sont  
situés 16 boulevard du Val de Vesle  
– BP 1009 – 51100 REIMS**

**Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,  
Préfet du département de la Marne,**

**Vu :**

- le Code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n°86.A.30 du 25 juillet 1986 autorisant la Coopérative Agricole de l'Arrondissement de Reims à exploiter à Reims un complexe céréalier,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006.APC.133.IC du 5 décembre 2006,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010.APC.198.IC du 2 septembre 2010,
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit dégageant des poussières inflammables,
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les constats relevés lors de la visite d'inspection du 4 avril 2013,
- les constats relevés lors de la visite d'inspection du 10 octobre 2013,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 décembre 2013 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

**Considérant :**

- qu'un état d'empoussièrement avancé avec une quantité de poussière importante a été constaté sur les sols, les tuyauteries, structures, équipements, conduits, etc. dans le silo vertical accolé au hall semences et que les témoins d'empoussièrement sont en nombre insuffisant et placés à des endroits non représentatifs de l'état d'empoussièrement,
- que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 sus-visé prescrit que tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler,
- que l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 décembre 2006 sus-visé prescrit que des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations,
- qu'une case à engrais était utilisée le 10 octobre 2013 pour le stockage de céréales alors que l'article 4.2.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 septembre 2010 prescrit qu'aucune céréale, matières combustibles ou produits catalyseurs ou réducteurs ne sont stockés dans le magasin engrais,
- que le stockage de palettes bois est effectué essentiellement dans le hall semences alors que l'article 1.2.3.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 septembre 2010 prescrit que le stockage de palettes vides doit être réalisé dans un bâtiment spécifique accolé à l'ancien garage,

- que le nouveau dispositif de détection incendie n'a pas été mis en place dans le séchoir alors que l'article 7.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 septembre 2010 imposait, dans un délai de six mois à compter de la notification de l'arrêté, la mise en place d'un dispositif de détection d'incendie du séchoir,
- que la présence de produits non identifiés a été constatée dans la zone de stockage des produits agropharmaceutiques,
- que le nouveau classement des produits anciennement classés dans la rubrique 1155 de la nomenclature des ICPE n'a pas été communiqué au préfet et à l'inspection des installations classées alors que l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2010 demandait à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, le nouveau classement au titre de la nomenclature en vigueur des produits anciennement classés sous la rubrique 1155 ainsi que les documents justifiant du nouveau classement,
- que l'exploitant n'a pas justifié du caractère REI 120 du mur séparant les bâtiments de stockage des palettes de bois vides et des sacs plastiques vides,
- que l'article 1.2.3.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 septembre 2010 prescrit que, pour juillet 2010, un mur REI 120 devait être implanté entre les bâtiments de stockage des palettes de bois vides et des sacs plastiques vides,
- que le rapport des mesures de bruit réalisées le 8 août 2013 montre un dépassement de la valeur limite en période de nuit dans la zone à émergence réglementée (émergence mesurée de 8 dB(A) pour une valeur admissible de 3 dB(A) imposée par l'arrêté du 23 janvier 1997 sus-visé) sans que l'exploitant n'ait transmis de plan d'actions visant à corriger cet écart,
- que l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 septembre 2010 impose qu'en cas de non-conformité, l'exploitant transmet un plan d'actions visant à corriger cet écart, au plus tard 2 mois après la réalisation de la mesure de bruit,
- que les travaux préconisés dans l'étude technique foudre n'ont pas été complètement réalisés,
- que le rapport de DEKRA du 20 juin 2012 sur les vérifications électriques relève plusieurs non-conformités (une dizaine en prioritaire) et datant de plusieurs années sans que l'exploitant ne précise les mesures correctives prises pour lever les non-conformités électriques comme l'exige l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2010,
- que la société Acolyance ne satisfait pas aux obligations réglementaires qui lui sont imposées par les arrêtés préfectoraux et ministériels sus-visés, pour son établissement de Reims,
- que le code de l'environnement prévoit en son article L. 171-8 : « *I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'observation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »

Sur proposition de Monsieur directeur départemental des territoires de la Marne,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La Société ACOLYANCE, dont le siège est situé 16 boulevard du Val de Vesle - BP10009 - 51100 REIMS, est mise en demeure, pour son établissement situé à Reims de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les délais prévus par le présent arrêté s'entendent à compter de sa notification.

### Article 2 :

Sous **un délai de 15 jours** pour les zones faciles d'accès, l'exploitant devra débarrasser le silo vertical accolé au hall semences des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

Sous **un délai de deux mois** pour les zones plus difficiles d'accès nécessitant potentiellement l'intervention d'une société spécialisée, l'exploitant devra débarrasser le silo vertical accolé au hall semences des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

Sous **un délai d'un mois**, des repères peints sur le sol devront être placés judicieusement à des endroits représentatifs de l'état d'empoussièrement du silo.

Tous les silos doivent être maintenus propres et dépoussiérés, conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 sus-visé, et ce dans la durée, y compris pendant les périodes de forte activité (par exemple : période des moissons).



### **Article 3 :**

Sous **un délai d'un mois**, plus aucune céréale, matières combustibles ou produits catalyseurs ou réducteurs ne sont stockés dans le magasin engrais. La case à engrais utilisée pour stocker des céréales devra être complètement nettoyée (sols et parois) avant d'y stocker à nouveau des engrais.

Les justificatifs attestant du respect de cette prescription (photos notamment) doivent être transmis à l'inspection des installations classées **sous une semaine** après la date de fin de l'échéance.

### **Article 4 :**

Sous **un délai d'un mois**, les palettes de bois vides doivent être transférées dans le bâtiment spécifique dédié à ce stockage (bâtiment accolé à l'ancien garage).

Les justificatifs attestant du respect de cette prescription (photos notamment) doivent être transmis à l'inspection des installations classées **sous une semaine** après la date de fin de l'échéance.

### **Article 5 :**

Avant le prochain redémarrage du séchoir, le nouveau dispositif de détection incendie doit être mis en place dans le séchoir.

Les justificatifs attestant du respect de cette prescription doivent être transmis à l'inspection des installations classées **sous une semaine** après la date de fin de l'échéance.

### **Article 6 :**

Sous **un délai d'une semaine**, les produits non identifiés constatés dans la zone de stockage des produits agropharmaceutiques doivent être retirés de ce bâtiment.

Les justificatifs attestant du respect de cette prescription (photos notamment) doivent être transmis à l'inspection des installations classées **sous une semaine** après la date de fin de l'échéance.

### **Article 7 :**

Sous **un délai de trois mois**, l'exploitant doit transmettre, au préfet et à l'inspection des installations classées, le nouveau classement au titre de la nomenclature ICPE en vigueur des produits anciennement classés sous la rubrique 1155 ainsi que les documents justifiant du nouveau classement.

### **Article 8 :**

Sous **un délai d'un mois**, l'exploitant doit justifier du caractère REI 120 du mur séparant les bâtiments de stockage des palettes de bois vides et des sacs plastiques vides par la transmission à l'inspection des installations classées du procès-verbal attestant du caractère REI 120 de ce mur.

### **Article 9 :**

Sous **un délai d'un mois**, l'exploitant doit transmettre, à l'inspection des installations classées, un plan d'actions visant à corriger la non-conformité relevée suite aux mesures de bruit réalisées le 8 août 2013.

Sous **un délai de six mois**, l'exploitant met en œuvre les actions correctives permettant de revenir à des niveaux de bruit conformes à la réglementation en vigueur. Pour justifier du respect des niveaux limites de bruit, l'exploitant procédera à de nouvelles mesures de bruit dont les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception.

### **Article 10 :**

Sous **un délai de six mois**, les travaux préconisés dans l'étude technique foudre devront être achevés.

Les justificatifs attestant du respect de cette prescription doivent être transmis à l'inspection des installations classées **sous un mois** après la date de fin de l'échéance.

### **Article 11 :**

Sous **un délai d'un mois**, l'exploitant doit transmettre, à l'inspection des installations classées, les mesures correctives prises pour lever les non-conformités électriques relevées dans le rapport de DEKRA du 20 juin 2012.

## Article 12 : Sanctions.

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 13 : Droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## Article 14 : Voies de recours.

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

## Article 15 : Exécution et diffusion

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le directeur départemental des territoires de la Marne, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à M. le Sous Préfet de Reims, à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DIRECCTE, à la DDT – service urbanisme, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Madame la Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé à Monsieur le Directeur de la société ACOLYANCE dont le siège social est situé 16 boulevard du Val de Vesle -BP 1009- 51100 REIMS.

Madame la Maire de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, elle dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **24 DEC. 2013**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général par suppléance



Michel BERNARD